



La Commune



Le 13 mai, et après ?

et après ? | Editorial

On peut dès à présent, et sans trop risquer de se tromper, parier sur une mobilisation massive, partout en France, des salariés à l'occasion de la journée de grève du 13 mai.

En effet, depuis des mois les manifestations, contre la casse des retraites et la décentralisation, rassemblent de plus en plus de monde. Mais une question vient immédiatement à l'esprit : quelle action envisager à la suite du 13 mai si, comme c'est probable, le gouvernement ne cède pas en 24 heures face à la mobilisation des travailleurs, des jeunes, des retraités ?

Un peu plus d'un an après le 21 avril, le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin continue de mener une politique contraire aux intérêts des travailleurs. Pourtant, au vu de l'abstention et des résultats électoraux, il ne dispose d'aucune base sociale ou politique pour l'appuyer (rappelons que les 82% de Chirac ne sont que le fruit de l'appel au vote en sa faveur des directions du mouvement ouvrier). Alors d'où tire-t'il sa force ? En grande partie, sinon exclusivement, de l'attitude des directions syndicales et politiques qui refusent d'engager un combat frontal sur le terrain de la lutte des classes, par la grève générale, contre ce gouvernement.

Alors que le chômage augmente et que des milliers de licenciements ont lieu, alors que l'Education nationale connaît une grève généralisée contre la décentralisation, alors que les travailleurs expriment à chaque manifestation la volonté de combattre tous ensemble pour la défense de la retraite et les 37,5 annuités pour tous, public et privé, les directions syndicales de tous bords multiplient depuis des mois les journées d'action sans lendemain. Et déjà on peut parier que, plutôt que d'appeler à la grève générale, les organisations syndicales mettront en avant la journée du 25 mai comme prochain objectif de mobilisation. Si encore elles ne prennent pas prétexte de quelques " concessions " gouvernementales pour couper court à la mobilisation comme la CFDT s'apprête à le faire. Seulement cette tactique fait, objectivement, le jeu du gouvernement. Et de journée d'action en journée d'action, les ministres Fillon et Ferry peuvent tranquillement attendre l'été pour que leurs réformes s'appliquent.

On voit donc clairement, qu'aujourd'hui, l'obstacle majeur à la volonté des travailleurs de se battre tous ensemble et au même moment une bonne fois pour toute contre la politique de ce gouvernement, ce sont les directions syndicales et politiques du mouvement ouvrier. On peut légitimement en venir à se demander pourquoi les directions confédérales syndicales persistent dans cette voie sans autre issue que la défaite ? Peut-être tout simplement parce que toutes, sans exception, sont favorables à la réforme des retraites et à la décentralisation. Un exemple, le Comité Intersyndical d'Epargne Salariale qui n'est qu'une sorte " d'opportunisme social, au moyen duquel se renforce automatiquement l'asservissement de la classe ouvrière " que caractérisait déjà un certain Trotsky en février 1925 dans son ouvrage " Europe et Amérique " (voir la citation en page 16 de ce numéro).

La situation dans les semaines à venir a donc pour toile de fond la contradiction grandissante entre d'une part l'aspiration des salariés à mettre un terme à la casse des retraites et à la décentralisation et d'autre part la méthode d'action proposée par les appareils syndicaux, méthode inspirée par leur complaisance avec les " réformes ". Il y a fort à parier que les salariés ne vont pas accepter bien longtemps cet état de fait. Plus que jamais la victoire des salariés passe par la grève générale public-privé, seule solution pour faire céder ce gouvernement, pour mettre fin à la décentralisation, expression du désengagement de l'Etat, de la casse du Service public, et obtenir les 37,5 pour tous.

Modifié le vendredi 17 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Qui attend, et quoi ?

Macron est donc chef d'État depuis huit mois. Il se targue encore de lancer le pays dans la « destruction créatrice ». Au besoin, il provoque et il s'exhibe. Puis, il reçoit un parterre où... >>

L'espoir

Depuis deux mois, le peuple catalan secoue le joug de l'oppression et cherche les voies et les moyens de donner corps à sa propre république. En France, tous les partis (jusqu'au ...FN) ne... >>

« Lui » ou nous !

Ce 12 septembre, les manifestations ont pris une tournure qui aura sans doute échappé aux organisateurs. Des centaines de milliers de manifestants unis par la volonté d'abroger la loi El Khomri... >>

« Groupons nous, et demain... »

Le Régime de la Ve république est ainsi fait qu'avec une poignée de voix, une clique peut prendre le pouvoir. 15% des électeurs inscrits suffisent. Avec ce « score », une Assemblée nationale... >>

Re-décomposition et lutte de classes

L'élection de Macron relève d'un coup de force sans force. Il est la dernière créature produite par un régime en perdition dont tous les traits antidémocratiques sont devenus visibles à... >>

Le fond de l'air

À quelques jours du premier tour de « l'élection suprême » (Dupont-Aignan dixit), c'est l'incertitude totale. Les cercles dirigeants du capital sont eux-mêmes désorientés. Toutes leurs... >>
